

dien à Winnipeg, la dernière semaine d'août, alors qu'on a soulevé une certaine question. C'est une question dont l'intérêt ne se limite pas au Canada ou aux Etats-Unis; mais ici, peut-être plus qu'en tout autre pays, nous sommes menacés d'une lutte entre le communisme et la démocratie. Que l'on ne s'y trompe pas, c'est une lutte à mort.

Rien ne sert de condamner les communistes; cela ne nous avancera pas. Ce que nous devons faire, c'est démontrer que, sous un régime démocratique, un pays jeune comme le nôtre, riche en ressources naturelles, peut procurer une plus grande aisance que ne le peut le régime russe. On n'a qu'à lire le livre de Kravshenko, *I Chose Freedom*, pour s'en assurer. Si je n'étais pas allé à New-York, j'aurais pu douter des conclusions de l'ouvrage de Kravshenko; mais, au cours de ces six à sept semaines, j'ai eu l'occasion d'observer les délégués de l'Europe, que je mentionnerai plus tard, et de voir ce qu'ils faisaient. Ils croient au régime de la révolution dictatorial. En Yougoslavie, le gouvernement a fait arrêter un archevêque et l'a mis en prison. Il n'était pas question de religion; il a été traité de la sorte parce qu'il avait foi en une liberté que le gouvernement ne prisait pas. C'est ce qui se passe communément en Europe. L'affaire de l'espionnage dont nous avons été témoins dernièrement n'est qu'une ramification de l'activité qui règne dans toutes les parties du Canada, où il se trouve des hommes et des femmes qui avouent devoir plus au communisme qu'à leur pays. Je regrette beaucoup de voir que certains avocats aux penchants communistes, à Winnipeg, ont présenté une résolution visant à condamner le Gouvernement,—Dieu sait que je ne suis pas aussi du gouvernement King,—tout simplement parce qu'ils voulaient porter un coup à la démocratie en attaquant le Gouvernement. J'en ai la certitude, j'exprime l'opinion des honorables sénateurs et, en vérité, d'un grand nombre de Canadiens, quand je dis que lorsque nous avons appris que, dans le service public du Canada, se trouvaient des hommes et des femmes disposés à faire passer la Russie avant leur pays, le communisme avant la civilisation, nous avons jugé que le temps était venu d'agir, et promptement.

Ce n'est pas une situation idéale, honorables sénateurs. La ville de Winnipeg est représentée à l'Assemblée législative par dix députés et je regrette d'avoir à dire que l'un d'entre eux est président du parti communiste au Canada. Le conseil de la ville compte deux échevins membres du parti communiste, tandis que la Commission scolaire, le croirait-on! en compte un qui s'en glorifie. Voilà ce à quoi nous devons faire face dans

notre pays. N'allez pas croire que vous pouvez modifier l'opinion de ces gens-là en vous contentant de les combattre par des arguments; vous n'y réussirez pas. Ils ne tiennent pas compte de vos paroles, car elles ne leur disent rien. Nous devons assurer une meilleure forme de gouvernement, un meilleur mode de distribution et de relations entre les habitants de notre pays, qui l'emporteront sur tout ce qu'ils possèdent dans leur propre organisation. Voilà pour ce point.

Nous avons à résoudre un autre problème. Laissant de côté les communistes, il nous reste trois partis: la Fédération du commonwealth coopératif, le parti libéral et le parti progressiste-conservateur. Il suffit de suivre au jour le jour les nouvelles qui nous viennent d'Angleterre pour constater que ce pays,—et cela nous touche de près,—sous le régime socialiste, se dirige graduellement vers la régie et la réglementation. On n'a qu'à vivre au Manitoba pour savoir ce qu'on est en train d'établir dans la Saskatchewan. Peu importe ce que ces gens racontent; c'est ce qu'ils font qui compte. Vous n'y avez pas le droit de voter pour un autre parti. Tout en reprochant au présent Gouvernement ses méthodes de régie, qu'il aurait dû abolir après la guerre, j'avoue les avoir approuver durant la guerre. Je croyais alors qu'elles nous aideraient à remporter la victoire. Si vous voulez maintenir les régies, votez en faveur de la C.C.F. Il faut lire le discours prononcé par le chef de ce parti dans l'autre Chambre pour saisir les principes qui l'inspirent.

Il reste donc les partis qui favorisent la libre entreprise, la démocratie, comme je l'appelle, en ce pays. Aux prochaines élections, les votants auront à choisir celui de ces partis auquel ils veulent confier la direction des affaires de la nation.

Je désire parler ensuite du logement. J'avoue bien franchement que c'est le plus difficile problème que le Gouvernement ait eu à résoudre. A mon sens, l'inauguration de la régie des loyers explique partiellement les difficultés survenues dans ce domaine. Je sais que vous n'en conviendrez pas, mais la nature humaine étant ce qu'elle est, toute construction de caractère spéculatif a pris fin dès la mise en vigueur de la régie des loyers. Nulle personne intelligente ne construirait d'habitation aux fins de spéculation s'il existait des régies, car elle ignorerait alors ce qui pourrait se produire. Par suite des régies, la construction a cessé complètement pendant deux ou trois ans.

Ensuite, le Gouvernement a adopté un mode de régie partielle touchant la construction de